

À propos de la recherche sur le syndicalisme et l'altermondialisme : quelles intersections avec la nouvelle génération militante ?

Stéphane Le Queux, Ph.D.

Senior Lecturer, Department of Management, Nathan Campus, 4111 (QLD)

Griffith University, Australia

SOMMAIRE

Cet article interroge en quoi les nouveaux mouvements sociaux peuvent contribuer à une revitalisation du syndicalisme. Quatre lignes de rupture sont identifiées : (i) un parti pris pour une démocratie participative plutôt que représentative ; (ii) pour plus d'organicité et d'inclusion, une représentation élargie plutôt que corporatiste et cloisonnée ; (iii) des modes d'action directe, de l'émotif, du festif et du spectaculaire en opposition aux luttes administrées, au conflit ritualisé ; (iv) altérité politique, passion et utopie, contestation plutôt que régulation. Partant du constat que la mouvance contestataire parvient à catalyser l'énergie de la nouvelle génération militante, dans un contexte où les syndicats semblent bien en peine de jouvence, quatre points d'intersection avec le militantisme jeune sont ensuite mis de l'avant : (i) l'emploi et la précarité ; (ii) la citoyenneté ; (iii) le syndicalisme étudiant ; (iv) la critique artiste. L'article conclut alors sur quelques conditions essentielles pour un ancrage militant auprès des jeunes.

INTRODUCTION

En 1955, Robert Oppenheimer augurait, bien avant l'heure, qu'un défi posé aux générations à venir serait de conjuguer investissement local et solidarité globale, et concluait ainsi son allocution à l'Université de Concordia : « Notre vie ne sera pas facile. Il faudra lutter pour apprendre à participer à la vie de notre village sans nous désintéresser de celle du monde (...) Mais telle est la condition de l'homme ». Et c'est précisément ce défi que s'attache à relever la jeunesse militante ; c'est aussi à cette exigence participative, humaniste et universaliste que répondent aujourd'hui les nouvelles résistances altermondialistes.

Si ces résistances parviennent à s'échafauder à une échelle internationale, soit (i) à l'occasion de soulèvements ponctuels et symboliques à l'encontre des instances de gouverne mondiale – les points de feu (ou de contre-feu !) se sont multipliés au tournant des années 2000 : Seattle, Melbourne, Québec, Gènes, Quito, etc., pour ensuite s'ériger contre l'hégémonie kaki de l'administration Bush –, soit (ii) à l'occasion de campagnes mondiales comme *Jubilee 2000* pour l'annulation de la dette du Tiers-monde ou plus récemment *Make Poverty History*, soit (iii) aux travers de réseaux de solidarité virtuels ou bien réels comme *No Vox* en Europe, réseau de chômeurs et d'exclus pour qui l'europanisation des luttes sociales ne semble pas être un casse-tête, ou encore de réseaux d'artistes et d'information (*Indymedia*, *Manière de Voir*), etc., elles se fondent aussi nécessairement à échelle d'hommes et de femmes, sur du local, contre une confiscation par le marché des aspects fondamentaux de la vie – logement, santé, éducation, transport, loisir, écologie, etc. – pour leur réappropriation collective et leur gestion citoyenne, pour un « socialisme miniature » dans les mots d'un jeune militant espagnol, commentaire recueilli au FSE¹ 2003.

Or, dans cette configuration, et peut-être davantage que ne le présentait Oppenheimer, le village et le monde se renvoient l'un à l'autre. Nous débordons d'une logique à sens unique, où le local est débitaire du global, hors des logiques ambiguës du charitaire : c'est aussi le local qui instruit le global. Pour cause, Porto Alegre a été choisi comme point de rencontre symbolique car il s'agit d'un archétype de développement alternatif et de démocratie participative ; tout comme l'insurrection Zapatiste nourrit le sentiment d'indignation contre l'oppression du capitalisme libéral : c'est bien le local qui fonde l'universalisme du mouvement altermondialiste, et c'est peut-être aussi en ce sens qu'il faut parler de 'mondialisation par le bas'.

Certes le syndicalisme, depuis longtemps et encore aujourd'hui, a visé et entretenu des solidarités internationales (Hyman, 2005). Un grand nombre de ses composantes participent des résistances actuelles, et parfois même au premier plan, en particulier dans les pays 'du sud'. Mais à l'heure où s'affirment des tendances au retrait corporatif (Panitch, 2001), voire à la mise en compétition des systèmes de solidarité (Streeck, 1998), plus évidentes dans les pays occidentaux où les institutions syndicales, sauf exception, voient leurs effectifs s'effriter et se trouvent en panne de représentativité, il n'est pas incongru de

¹ Une liste des acronymes est fournie à la fin de cet article.

défendre que les nouvelles résistances à l'oeuvre puissent nous renseigner sur les conditions d'un renouveau syndical.

Pour cela, cet article est divisé en deux temps. Le premier est consacré aux apprentissages que les syndicats peuvent tirer de la mouvance contestataire. Puis, prenant acte à la fois que les jeunes constituent le gros des troupes altermondialistes et que le syndicalisme fait face à un problème de transfert de génération, le second s'intéresse aux intersections possibles avec la jeunesse militante, pour enfin conclure sur quelques principes clés nécessaires à la consolidation des ancrages militants.

QUELS APPRENTISSAGES ?

On peut concevoir que les nouveaux mouvements contestataires interpellent l'acteur syndical sur quatre plans. Il s'agit, il faut le concéder, de propositions tout à fait spéculatives issues de la combinaison d'une méta-analyse des écrits sur les éléments de 'crise' du syndicalisme et de divers constats tirés de recherches sur les jeunes, le syndicalisme et l'altermondialisme au Canada, en France et en Australie (Le Queux, 2001; 2004). Notons cependant que ces quatre plans ou lignes de rupture coïncident d'assez près aux observations empiriques de della Porta (2004) à propos du même objet. Il faut avouer par ailleurs que le tout a un caractère normatif, sinon prescriptif, mais à l'instar de Turner (2005), ce biais répond au besoin d'interpréter la signification des mouvements sociaux en cours au service de l'acteur syndical. Que l'on s'entende enfin, tous les groupes altermondialistes, loin d'être homogènes, ne répondent pas nécessairement à la lettre aux valeurs et aux pratiques qui leur sont ici prêtées, comme c'est aussi le cas, il faut le souligner, pour les syndicalismes. Il s'agit de traits dominants mis dos-à-dos pour les soins de la présentation.

- Première ligne de rupture : un parti pris pour une démocratie participative plutôt que représentative ou de délégation.

Les groupes altermondialistes se distinguent singulièrement par un souci d'horizontalisation du pouvoir, qui s'explique à bien des égards : tradition anarchiste, société en réseaux, organisation par groupes affinitaires, influence (en contre-champ) de la société de consommation qui pose le 'choix' comme référent de liberté, défiance des monopoles de représentation... Cette exigence démocratique est sans conteste une contrainte lourde en matière de prise de décision, de coordination et de direction collective, mais la liberté d'expression et de confrontation, comme la liberté de dissension, de désistement et d'auto-organisation sont souvent conçues comme des valeurs socles. En ce sens, Allemand (2003) voit juste : la mouvance altermondialiste est mue par une volonté d'approfondissement de la démocratie.

Ce faisant, ces groupes expérimentent, et dans certains cas innovent, des modèles organiques dont pourraient s'inspirer des syndicats de nouvelle génération. Cela existe : SUD, en France, qui fut fondé sur des préceptes de démocratie participative ; les *Liquos & Missos* (LHMU) en Australie qui organisent avec succès ces travailleurs des industries de services longtemps réputés non syndiqués ; UNITE ou le SEIU-HERE en Amérique du

Nord, au point de rupture avec le syndicalisme d'affaire de l'AFL-CIO ; RESPECT en Angleterre...

Il est apparent, en terme sociologique, que ces modes d'organisation ont beaucoup d'*appeal* auprès des jeunes. Et il est aussi intéressant de constater que lorsqu'ils sont prévalents, ils donnent souvent lieu à l'émergence d'un leadership 'naturel' en majorité féminin : sans doute une piste de recherche à explorer ?

Cette exigence de démocratie participative et ses tentatives de mise en pratique ont peut-être des significations théoriques plus larges sur lesquelles ils seraient également bon de s'arrêter : faut-il y voir un embryon de 'solidarité organique', au sens de Durkheim ? Faut-il y voir la mise en place d'un contre-pouvoir à la fois éclaté et interconnecté à la façon d'un mycélium, en réponse à un pouvoir totalisant et 'diffus' au sens Foucauldien ?

Dans tous les cas, il y a peut-être là des réponses au problème d'éloignement démocratique dont semblent pâtir les syndicats, un problème d'élasticité représentative qui s'accroît d'autant que leurs centres de décision s'internationalisent. Parlons franc : la CISL représente au delà de 150 millions de travailleurs, combien donc connaissent Guy Ryder ? Est-ce un euphémisme lorsqu'on avoue que la CES a un problème de « notoriété » (Groux, 2005)?

- Deuxième ligne de rupture : pour plus d'organicité et d'inclusion, une représentation élargie plutôt que corporatiste et cloisonnée.

Le caractère organique et inclusif des groupes altermondialistes repose minimalement sur trois piliers. Premier pilier, les regroupements et les mobilisations s'ordonnent moins du fait d'intérêts communs que de valeurs partagées. Vu ainsi, la solidarité n'est pas un moyen, un levier pour l'action, elle la fonde en se posant comme une fin *sui generis*. C'est ici que les valeurs humanistes qui animent les indignations communes jouent de façon remarquable car elles permettent de transcender les logiques d'intérêt qui induisent, nécessairement, des échelles et des hiérarchies de solidarités. Une eurocrate syndicale, prenant parole au forum syndical du FSE 2004 de Londres organisé dans les locaux même du TUC, rétorquait que rien de concret ne pouvait se bâtir sur des valeurs et que l'histoire nous enseignait qu'il vaut mieux se fier à des égoïsmes d'intérêts. C'est sans doute vrai, mais ça ne parle pas au cœur, et c'est bien là le problème.

Second pilier, en corollaire, les agendas militants se définissent dans un angle saillant, à la fois dans un cadre de proximité et dans un cadre global (voir par exemple la charte et les champs d'action de la CLAC). Ces agendas ne délaissent pas le monde du travail pour autant, avec un souci marqué pour les droits fondamentaux des travailleurs, et avec audace, comme la campagne *Reclaim Flexibility!* des blocs anti-capitalistes européens ; campagne qui ne manque pas de parler aux jeunes (rappel : les deux tiers des travailleurs européens qu'on pourrait classer dans la catégorie des emplois 'jetables' ont moins de 30 ans), tout comme elle appréhende à bras le corps les désastres humanitaires de l'émigration clandestine... En somme beaucoup de '*yeses*' mais un seul '*no*' toutefois, pour paraphraser Klein (2002) : un non au capitalisme libéral.

Troisième pilier, le modèle affinitaire (Dupuis-Déri, 2003). Il s'agit d'organisations à géométrie variable, coagulant ou convergeant selon les causes, où l'engagement est volontariste, parfois ponctuel, souvent multiple, et où il n'est pas nécessaire non plus de montrer patte blanche. Pas de nivellement identitaire, tout au contraire. On se trouve face à un kaléidoscope de micro-cultures, voire d'idio-cultures, toutes en couleur, dès fois très marquées, dès fois conflictuelles, mais qui font de la diversité la norme : contre-pied intéressant aux politiques patronales ou syndicales de 'gestion de la diversité' qui ne font, si on y réfléchit bien, que conforter qu'il y a bien une norme : homme, blanc, hétérosexuel, etc., et qui suggèrent que le reste, c'est-à-dire la 'diversité', est un problème à gérer. Or le respect autant que la prise en compte de la diversité, entremêlant les hordes urbaines, les paysans et les sans terre (*Via Campesina*), les tribus d'internet (les *hubs*), les orthodoxes révolutionnaires, les *think tank* (comme Attac), les missionnaires (style *War on Want*) et les robinsons (anarchistes libertaires), etc., porte en elle, contre toute attente, des convergences fortes.

Du moins, pour l'analyse, cela veut dire que la mondialisation, phénomène jusqu'à peu essentiellement transitif (tout se fait *au nom de* ou *à cause de* la mondialisation), se peuple et, inévitablement, elle se peuple dans la diversité. L'important est qu'elle ne se fait pas frontière. Pointant les dynamiques d'*insiders* et d'*outsiders* pour beaucoup avalisées par le syndicalisme, Hyman (1999) signalait avec perspicacité que les « limites de l'inclusion sont aussi les frontières de l'exclusion » ; si l'apprentissage de la diversité devient un principe constitutif, il s'agirait donc bien d'un renversement de logique sur lequel il vaille la peine de se pencher.

- Troisième ligne de rupture : des modes d'action directe, de l'émotif, du festif et du spectaculaire en opposition aux luttes administrées, au conflit ritualisé.

Il est manifeste que les nouveaux mouvements contestataires ont un goût prononcé pour l'action directe, les actions coups-de-poing, les interventions choc, où le militantisme peut exprimer sa radicalité et sa créativité. Cela témoigne sans doute une fois encore d'un désir de réappropriation, de prise en main au sens d'émancipation, soit d'un désir de vivre et d'éprouver son militantisme. Il est ainsi fort intrigant de voir combien de militants se mettent en scène, se photographient et se filment, comme pour se convaincre qu'ils étaient bien là, qu'ils font histoire, à la façon d'acteurs d'un 'conflit-réalité'. Certes ils ont compris que la conquête du médiatique et du symbolique constitue une cible militante privilégiée, que le détournement des média constitue un levier stratégique essentiel, à moindre coût, pour donner corps et visibilité aux luttes – d'où le recours au spectaculaire – mais issus de la génération de l'image et du miroir (Debord, 1967), ils y sont aussi très sensibles.

La radicalité et l'action directe, il faut le dire, sont loin d'être chose nouvelle, les barricades ont jalonné l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme. Dans *Choses Vues*, Victor Hugo rapportait que plus de 1500 barricades furent élevées dans les rues de Paris aux premières heures des émeutes de 1848 ! Alors au fond, plus que de savoir si le militantisme se dote de nouveaux modes d'action collective, il convient de voir comment il se réinvente au travers elle. Ce retour à l'action directe, théâtralisée et ciblée, déborde d'ailleurs les groupes altermondialistes, comme en ont récemment témoigné, en France, les raids de la Confédération Paysanne, les actions commando des syndiqués d'EDF-GDF ou encore la grève des intermittents du spectacle : le jour où le ministre concerné décida de

faire une allocution télévisée pour appeler au calme et à la raison, les techniciens l'ont tout simplement plongé dans l'obscurité, créant une vague d'hilarité à travers le pays... Un déclassage de classe ? Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on sort du registre d'un syndicalisme encravaté pour rentrer dans celui du 'populaire', dans les deux sens du terme, d'un registre technocrate et gris à un registre maquisard et souvent festif, en particulier dans les rassemblements de masse : 300.000 au bas mot en liesse sur les plateaux arides du Larzac, été 2001, plein cagnard, à cogiter sur cet autre monde.

Ce qui est notable, c'est que le militantisme émergent réapprend à conjuguer matérialisme et idéalisme (Callinicos, 2003; Fillieule, 1996), qu'il véhicule à la fois des revendications discrètes (régularisation des sans-papiers en France, fermeture des camps de détention des réfugiés en Australie - Lock Up the Bosses, Free the Refugees!, etc.) et holistes (pour la défense de la sphère publique, contre la commodification des relations humaines, etc.).

Les foyers de luttes locales et frontales comme les mises en scène insurrectionnelles (1^{er} Mai 2001 : blocage du Stock Exchange de Sydney), multipliées en caisse de résonance par l'effet des coordinations (souvent internationales) ont ainsi une fonction vitale au sens où elles permettent objectivement des actes de résistance, et des petites victoires, tout comme elles permettent d'établir subjectivement qu'il y a 'résistance', ce qui est vu comme une grande victoire en soi. Car il semble bien que la contestation actuelle, dans son effervescence, sert davantage à se convaincre de son existence, à s'auto-réaliser, qu'elle n'arrive à peser. Ce qui montre, par contraste, que la 'gestion' du social, emboîtée par le syndicalisme, a laissé le politique en friche. Ce qui rend également évident, par défaut, que le muscle industriel est indispensable ; il est bien là, mais ne brandit pas (Harmann, 2000).

- Quatrième ligne de rupture : altérité politique, passion et utopie, contestation plutôt que régulation

Croissant est le nombre d'experts qui conviennent que le syndicalisme se trouve aujourd'hui en panne d'idéologie et qui postulent, à divers égards, que les nouveaux mouvements sociaux – mouvements contre-hégémoniques par excellence en cela qu'ils portent la contestation à l'endroit de la 'superstructure' capitaliste, au sens de Gramsci – ont probablement de quoi lui insuffler ce grain de passion et d'utopie qui se seraient évanouies. Pour feu Bourdieu (2001), le mouvement social européen a pour objectif une utopie, et telle est la condition d'un syndicalisme rénové. Pour Hyman (2001; 2004), les syndicats doivent se réengager dans la bataille des idées et reprendre l'initiative idéologique en embrassant les revendications de justice globale. Pour Waterman (2001), l'édification d'une nouvelle internationale syndicale requiert les motivations d'un utopisme. Pour Panitch (2001), il s'agit d'une formidable plateforme de transformation sociale, à supposer que les syndicats embrayent et, réciproquement, que les mouvements contestataires créent un espace pour les stratégies syndicales.

Cette dernière question du lien à la mouvance altermondialiste – quelle que soit sa forme : plateforme, coalition, fusion, assimilation, répudiation – demeure bel et bien à ce jour une question empirique. Mais l'enjeu, lui, est clair : il s'agit de retrouver une altérité politique qui permette à la fois de relancer la critique sociale, devenue atone dans les années 1980 (Boltanski et Chiapello, 1999), et d'en reprendre le flambeau. Il s'agit de se

désebourber des logiques de partenariat socio-économique, d'un corporatisme « élitiste et démobilisateur » (Baccaro *et al.*, 2003), de se départir de l'image d'un syndicalisme acculé ou domestiqué (Fantasia et Voos 2003), pis encore, de l'image d'un syndicalisme égocentré et compromis au pouvoir. Pour ne rien cacher, combien de jeunes interrogés en Australie et au Canada identifiaient les valeurs 'originelles' du syndicalisme comme de bonnes valeurs en soi, mais concevaient dans le même temps que les syndicats s'en étaient pas mal détournés, qu'ils faisaient mèche avec les privilégiés...

Vers une revitalisation des politiques syndicales ? Pas si évident. En tout cas, pas du côté des syndicats internationaux : pour la CES, le mouvement altermondialiste constitue une question, disons, pour le mieux, accessoire ; au sommet des Nations Unies à Durban 2002, les jeunes de la CISL se trouvaient en porte à faux entre dialogue social à l'européenne et révolte populaire, désaccord qui se creusait suivant une ligne de démarcation nord-sud. Et, jusqu'à présent, les solidarités syndicales internationales dépassent rarement des solidarités à horizon et motivations sectorielles...

Encore moins évident pour ce qui est du rapport au politique et notamment aux partis socio-démocrates qui, comme les syndicats, sont accusés d'avoir perdu leurs crocs. Pour les altermondialistes, la question semble réglée : il ne s'agit plus, tel quel, d'un relais sur qui l'on puisse compter. Mais pour les syndicats, cela risque de faire pas mal de remous internes. Pour illustration, un porte-parole d'IG Metall intervenant au forum syndical du FSE 2004, déclarait qu'à ses yeux la classe ouvrière allemande se trouvait « privée de voix » qu'il incombait au syndicalisme d'en tirer les conséquences. Ibid. côté italien : « il faut recréer une représentation politique de classe et lutter pour s'affranchir du *status quo* des socio-démocrates » (porte-parole de la CGIL). Même écho de la part d'un militant britannique (TUC/Socialist Workers), en plénière, s'élevant contre les politiques de troisième voie : « *we must not be afraid to be radical any longer, because social democrats have raised the white flag to the market (...) we now have to show that we refuse compromises* »... Et cela dépasse bien sûr le cadre européen : un courant fort au sein de l'ACTU ne considère plus, c'est clair, le Labour Party comme un prolongement de la parole syndicale. Qu'en est-il aujourd'hui du Parti Québécois ?

Pas évident non plus finalement si l'on concède que dans cet 'autre monde' revendiqué par les altermondialistes, on ne sait trop quelle serait la place de la négociation collective, si difficilement institutionnalisée. Comme le disait un représentant du CTC, avec beaucoup de pragmatisme : « c'est bien beau de s'époumoner contre le marché, mais c'est avec des employeurs qu'on négocie ». Car le risque est bel et bien un détournement du terrain de jeu. Déjà que les processus d'intégration régionale sont prétextes – soit insidieusement dans le cadre du projet (rejeté pour cause !) de Traité de Constitution Européenne, soit brutalement dans le projet de ZLÉA – à changer les métarègles du jeu en faveur du capital. Maintenant que l'idée de mondialisation a été assimilée – son installation discursive date des années 1990 – elle se fait, et non l'inverse.

Quoi qu'il en soit, les altermondialistes sont vivifiants sur deux plans fondamentaux. De un, ils resituent le problème dans le capitalisme lui-même, comme le faisaient Luxembourg ou Luckas en un autre temps. Vu ainsi, le syndicalisme n'a pas à ployer sous le fardeau de la faute, c'est le capital qui est en rupture de contrat social, pour peu que le syndicalisme ne se fasse complice. De deux, ils s'articulent avant tout sur la contestation –

contestation convergeant d'ailleurs sur les instances internationales de gouverne – plutôt que sur la promotion d'efforts de régulation : ils ne veulent justement pas donner assise à cette mondialisation pour qu'elle devienne, sinon légitime, au mieux presque supportable. Quand on y pense, depuis deux décennies au bas mot, on n'a fait que réguler la dérégulation; la régulation est devenue la pilule de la règle ! Plus qu'une règle du jeu par conséquent, l'important c'est que la contestation fasse qu'il y ait rapport de force... Ou comme l'évoquait si bien Jean Jaurès : c'est la force de la passion qui crée la force de la règle.

QUELLES INTERSECTIONS AVEC LE MILITANTISME JEUNE ?

Pour qui a récemment participé à un congrès d'une confédération syndicale et à une manifestation altermondialiste, un constat s'impose : on ne parle pas de la même couleur de cheveux. Commentant d'ailleurs le rassemblement anti-G8 de Gènes à l'été 2001 – rassemblement marqué par la mort accidentelle d'un jeune anarchiste – Bernard Kouschner commentait à raison qu'il voyait là la conjugaison d'un conflit de classe et de génération. Bien sûr, le Che n'est pas sexy pour tous les jeunes. Il ne faut pas se leurrer, le consumérisme et les media cultivent un individualisme béat et narcissique qui les séduit en masse. Ou bien ils sont trop occupés à faire trois jobs pour songer aux questions de 'stratégies' syndicales. L'enjeu n'est donc pas de vouloir conquérir l'ensemble de la jeunesse, mais précisément de ne pas passer à côté de sa composante militante ; de lui donner les moyens d'exprimer son militantisme, de prendre place, de se déployer et de peser sur sa génération, voire au-delà – un peu de jouvence militante permettrait peut-être de conjurer le pessimisme amer et résigné de nombreux anciens combattants. Or sur ce point les syndicats ne semblent pas très habiles, même si le problème est reconnu et des efforts fournis en ce sens (Kahmann, 2002).

A cet effet, il semble utile, à toutes fins pratiques, d'identifier quels sont les points d'intersection pertinents permettant d'assurer une jonction avec la jeunesse militante. Quatre champs ressortent de l'analyse :

1. **L'emploi et la précarité.** Il s'agit d'un point de départ somme toute naturel pour les syndicats, mais pour lequel, à preuve du contraire, ils éprouvent de la difficulté. Il y a bien des exceptions à la règle : les syndicats norvégiens, par exemple, déploient des efforts considérables pour syndiquer les jeunes travaillant pendant les vacances scolaires... Mais dans la plupart des cas, les recherches successives démontrent que les syndicats ont bien du mal à rejoindre les jeunes au travail, même lorsqu'ils sont sur place, et cela est le plus souvent lié à l'emploi 'en miettes' des jeunes salariés. Sans pour autant que ces derniers ne soient dupes : « la concurrence intergénérationnelle est organisée par les employeurs » (jeune militant belge, FSE 2003) ; « *young people are used to lower wages among the working class and seen as social dumpers* » (jeune militant hollandais, FSE 2003). La précarité occupait ainsi une place centrale au forum syndical jeune du FSE 2003, sous la conduite conjointe des comités jeunes de la CGT et de la CES, mettant l'accent sur l'importance de bâtir des revendications à l'échelle européenne qui

prennent en compte la vulnérabilité des jeunes à la fois au travail (*EU charter of social guarantees for employees in the fast food and home delivery catering sector*) et hors travail (allocation d'autonomie visant à « sécuriser des temps de vie »).

2. **La citoyenneté.** Pour faire suite, il s'agit d'admettre que le problème de la précarité est double : dans le même temps, elle aliène le présent et elle confisque l'avenir. D'où l'impératif d'assurer un accès à un revenu de citoyenneté. Ce point de vue, soit disant en passant, est ardemment relayé par d'éminents intellectuels tels qu'André Gorz ou encore Guy Standing (2004) qui, pour sa part, interpelle directement le syndicalisme en ce sens. Retour aux sources de l'humanisme qui inspira les luttes de naguère pour la fondation de l'État social ? A l'orée du XXème siècle, Léon Blum écrivait ainsi dans ses correspondances que « toute société qui prétend assurer aux hommes la liberté, doit commencer par leur garantir l'existence ». Et cela dépasse le strict cadre du revenu pour s'étendre aux droits des chômeurs, au droit au logement, à l'accès à la vie publique et à la culture... Une dimension subséquente, par trop négligée sinon tabou, mais à mon sens d'une importance capitale aujourd'hui et plus encore demain, concerne les droits civils et les conditions d'insertion des populations immigrées. Qu'on y pense, selon les statistiques démographiques des Nations Unis, il est estimé que 85% des jeunes de 20 ans et moins vivent dans les pays sous-développés ou en voie de développement. Il faut donc s'attendre à un mouvement migratoire massif vers les pays industrialisés, eux-mêmes grisonnant. Doit-on le taire, l'observation participante des mobilisations syndicales de ces dernières années, que ce soit au Québec, en Europe ou en Australie, conduit au même constat : guère vu que du blanc en très forte majorité, sinon parfois en totalité. Une récente entrevue avec un responsable australien du recrutement syndical tend à confirmer cette intuition. Certes, on retrouve bien des jeunes de l'immigration dans les rangs syndicaux, mais en faible proportion. En fait, il semblerait qu'ils joignent quand ils croient que « c'est la bonne chose à faire », autrement dit lorsqu'il y a une culture et une structure syndicale en place, et que l'employeur ne s'y oppose pas. A défaut, fort peu probable qu'ils se syndicalisent de leur propre chef : sans doute une autre piste de recherche ?
3. **Le syndicalisme étudiant.** L'école du syndicalisme pourrait-on dire ! Et rien de très neuf en cela, mais à ne justement pas négliger. On a vu fleurir des initiatives intéressantes ces dernières années pour lier militantisme étudiant et militantisme syndical, notamment dans les contextes anglo-saxons : qu'il s'agisse de *Union Summer Schools*, du *Youth Trade Union Network* récemment instigué par le *Victorian Trades Hall Council* (Australie), ou encore de la campagne anti-sweatshops aux USA. Seulement, c'est bien souvent à sens unique. Le gouvernement australien entreprend de sabrer le syndicalisme étudiant en abolissant son caractère obligatoire, sans réaction ni soutien syndical. Les étudiants québécois

manifestent contre la montée des frais de scolarité et la marchandisation des universités, idem...

4. **La critique artiste.** Il s'agit, d'une part, de la recherche d'authenticité et de la critique du capitalisme en cela qu'il moule les identités et qu'il se fait concentrationnaire (Sommier, 2005). Il s'agit, d'autre part, de désenclaver le politique du gestionnaire (Benasayag et Sztulwark, 2001). Or dans les deux cas, le syndicalisme a déserté ou semble bien fébrile. La mouvance altermondialiste, elle, l'a bien saisi, notamment mais pas exclusivement sa veine anarchiste, et développe un arsenal discursif qui rejoint la nouvelle génération militante. Et cela déborde la question existentielle – fondamentale car elle bâtit du sens, donne sens à la générosité là où il y a solitude (les experts diront individualisation) – pour s'arc-bouter sur des préoccupations fortes que sont la marchandisation de la vie, la paix, la solidarité entre peuples, l'écologie... Tenons nous en à l'écologie et déjà les exemples abondent : *Sauvons nos rivières* au Québec; campagne contre les mines d'uranium de Jabiluka en Australie; contre le maïs transgénique en France sous la conduite de la Confédération Paysanne. Autant de campagnes qui suscitent beaucoup de sympathie dans les rangs des jeunes militants. En toute logique, pour finir, l'art lui-même constitue un médium stratégique. Il s'agit de la création d'espace de création autant que la mise à nue des modes de normalisation symbolique et esthétique dont le *culture jam* est emblématique. Au-delà de Michael Moore ou d'Attac au Zénith, il s'agit aussi de renouer avec ce qui émane de la rue, la parole populaire, comme il s'agit de supporter les productions militantes et alternatives tel *Counter Productive* au sujet des événements de Québec 2001 (Palladino et Widginton, 2002) ou encore M1 - Our World is Not For Sale (www.M1alliance.org) en référence au blocage du stock exchange de Sydney 2001.

EN GUISE DE CONCLUSION : COMMENT ASSURER LES ANCRAGES MILITANTS ?

L'observation empirique conduit, par voie d'induction, à repérer trois conditions essentielles pour consolider les ancrages syndicaux auprès de la nouvelle génération militante. Aucune prétention à l'exhaustivité, il est néanmoins utile de souligner quelques principes forts en l'absence desquels les jeunes se détournent des syndicats, du moins selon ce que tend à dicter l'expérience.

La première, fondée sur l'idée que les champs précités se chevauchent dans l'agenda militant, est que l'intervention syndicale ne doit pas elle être sélective : opportunisme d'une main, quand ça arrange, et démission de l'autre, quand ça dérange. L'engagement syndical doit être pluriel, multidirectionnel, complet et sincère. Pour de nombreux jeunes, il faut se le rappeler, les syndicats se trouvent de l'autre côté de la barrière, peu crédibles a priori.

La seconde concerne bien sûr l'intégration ou la convergence avec les forces syndicales : comment être ensemble ? Cette condition renvoie à trois impératifs : (i) démontrer un intérêt réel aux revendications des jeunes, et non pas se contenter de créer des

comités-jeunes – d'ailleurs très souvent répudiés par les militants eux-mêmes qui y voient des clubs d'apparatchiks ambitieux – jouant une fonction de dévidoirs ou au mieux de sas identitaires (« *identity buffer* » dans les mots d'un jeune militant australien); (ii) accorder du temps et de l'espace pertinent au sein des structures syndicales, et surtout fournir des ressources; (iii) respecter les leadership émergents (féminins en rappel) ainsi que les modes d'action et d'organisation.

La dernière, et certes non des moindres, c'est de se joindre aux luttes, concrètement, partager les destins militants. Ne pas considérer cette jeunesse comme une ressource. La solidarité, cela s'éprouve ensemble. Il ne fallait pas tourner le dos aux barricades de Québec et de Melbourne.

LISTE DES ACRONYMES

ACTU : Australian Council of Trade Unions
AFL-CIO : American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations
CES : Confédération Européenne des Syndicats
CGIL : Confederazione Generale Italiana de Lavoro (Italie)
CGT : Confédération Générale du Travail (France)
CISL : Confédération Internationale des Syndicats Libres
CLAC : Convergence des Luttes Anti-Capitalistes
CTC : Congrès du Travail du Canada
EDF-GDF : Electricité et Gaz de France
FSE : Forum Social Européen
IGMetall : Fédération de la métallurgie (Allemagne)
LHMU : Liquor, Hospitality and Miscellaneous Workers Union (Australie)
SEIU : Service Employees International Union (USA et Canada)
SUD : Solidaire Unitaire et Démocratique (France)
TUC : Trade Union Congress (Grande Bretagne)
UNITE-HERE : Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees and Hotel Employees and Restaurant Employees International Union (USA)
ZLEA : Zone de Libre Echange des Amériques

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALLEMAND, S. 2003. « Peser sur les décisions », *Sciences Humaines*, No 144, décembre.
- BACCARO, L., HAMANN, K., TURNER, L. 2003. « The Politics of Labour Movement Revitalization: The Need for a Revitalized Perspective », *European Journal of Industrial Relations*, Vol. 9, No 1, 119-133.
- BENASAYAG, M., SZTULWARK, D. 2001. *Du contre-pouvoir*, Paris, La découverte.
- BOLTANSKI, L., CHAPIELLO, E. 1999. *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- BOURDIEU, P. 2001. *Contre-Feux 2*, Paris, Raisons d'Agir.
- CALLINICOS, A. 2003. *An Anti-Capitalist Manifesto*, Polity Press.
- DELLA PORTA, D. 2004. « The unions, the movements, Europe, and democracy. Some evidences from the first European Social Forum », *Organised Labour – An Agent of EU Democracy? Trade Union Strategies and the EU Integration Process*, European Conference, University College of Dublin.
- DEBORD, G. 1967. *La société du spectacle*, Paris, Editions Champs Libres.
- DUPUIS-DÉRI, F. 2003. « Manifestations altermondialisation et groupes d'affinité. Anarchisme et psychologie des foules rationnelles », Colloque *Les Manifestations Altermondialistes*, Montréal, décembre 2003.
- FANTASIA, R., VOSS, K. 2003. *Des syndicats domestiqués – Répression patronale et résistance syndicale aux États-unis*, Paris, Raisons d'Agir.
- FILLIEULE, O. 1996. *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GROUX, G. 2004. « La montée en puissance d'un acteur social européen », *Alternatives internationales*, novembre, Hors série No2.
- HARMAN, C. 2000. « Anti-capitalism : theory and practice », *International Socialism*, autumn.
- HYMAN, R. 1999. « Imagined Solidarities: Can Trade Unions Resist Globalization? », (ed.), *Globalization and Labour Relations*, P. Leisink, dir, Cheltenham: Edward Elgar, 94-115.
- HYMAN, R. 2001. « European Integration and Industrial Relations: A case of Variable Geometry? », *Place, Space and the New Labour Internationalisms*, P. Waterman et J. Wills, dir, Blackwell Publishers, 164-179.
- HYMAN, R. 2004. « Trade Union and the Politics of the European Social Model », *Organised Labour – An Agent of EU Democracy? Trade Union Strategies and the EU Integration Process*, European Conference, University College of Dublin.
- HYMAN, R. 2005. « Shifting Dynamics in International Trade Unionism: Agitation, Organisation, Bureaucracy, Diplomacy », *Labor History*, Vol. 46, No 2, 137-154.
- KAHMANN, M. 2002. *Trade Unions and Young People – Challenges of the Changing Age Composition of Unions*, Bruxelles, ETUI Discussion and Working Papers, 41p.
- KLEIN, N. 2002. « Farewell to The End of History: Organization and Vision in Anti-Corporate Movements », *Socialist Register – A world of Contradictions*, Merlin Press.
- LE QUEUX, S. 2001. « Les jeunes et le syndicalisme: notes de recherche en Australie et pistes de réflexion », *Rethinking Institutions for Work and Employment*, G. Murray & al., dir, XXXVIIIth Annual CIRA Conference, 277-291.
- LE QUEUX, S. 2004. « Altermondialisme et Syndicalisme : Australie et Canada dans l'œil du cyclone », *Colloque international sur le renouveau syndical*, Montréal, Novembre.

- PALLADINO, L., WIDGINGTON, D. 2002. *Counter Productive – Québec City Convergence Surrounding The Summit of the Americas*, Montréal, Cumulus Press.
- PANITCH, L. 2001. « Reflections on Strategy for Labour », *Socialist Register*, Merlin Press.
- SOMMIER, I. 2005. « La contestation du capitalisme », *Alternatives Economiques*, No 65.
- STANDING, G. 2004. « Income security: why unions should campaign for a basic income? », *Transfer*, Vol. 10, No 4, 606-619.
- STREECK, W. 1998. « The Internationalization of Industrial Relations in Europe: Prospects and Problems », *Politics and Society*, No 26, 429-459.
- TURNER, L. 2005. « From Transformation to Revitalisation – A New Research Agenda for a Contested Global Economy », forthcoming in *Work and Occupations*.
- WATERMAN, P. 2001. « Trade Union Internationalism in the Age of Seattle », *Place, Space and the New Labour Internationalisms*, P. Waterman et J. Wills, dir, Blackwell Publishers, 8-32.